63833/4/2V

Avant-projet de décret du ...(date) portant assentiment, pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, à l'accord de coopération du 22 janvier 2016 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'unification de la manière de référencer les adresses et de la mise en relation des données d'adresses.

Le Gouvernement wallon,

Sur la proposition du Ministre ayant la cartographie dans ses attributions,

Après délibération,

Arrête :

Le Ministre ayant la cartographie dans ses attributions est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1er. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 22 janvier 2016 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'unification de la manière de référencer les adresses et de la mise en relation des données d'adresses.

Namur, le

CONSEIL D'ETAT
LEGISLATION
02 -07- 2018
RAAD VAN STATE
WETGEVING

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

Avant-projet de décret du ...(date) portant assentiment, pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, à l'accord de coopération du 22 janvier 2016 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'unification de la manière de référencer les adresses et de la mise en relation des données d'adresses

Exposé des motifs

Le présent décret a pour objet de porter assentiment à l'Accord de coopération du 22 janvier 2016 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'unification de la manière de référencer les adresses et de la mise en relation des données d'adresses.

La Directive européenne INSPIRE[1] vise à mettre en place une infrastructure en ligne permettant aux autorités publiques et aux particuliers d'accéder et de réutiliser les données géographiques détenues par une autorité publique et provenant de différentes sources dans les États membres.

Afin de faciliter l'échange, le partage, l'accès et l'utilisation de ces données géographiques, la Directive INSPIRE impose, notamment, aux Etats membres de mettre en conformité les séries de données géographiques, y compris les données d'adresses, avec les normes européennes définies par les organismes européens de normalisation et, de cette façon, de les harmoniser et de les rendre interopérables à l'échelle communautaire.

Pour ce qui concerne les données d'adresses, différents groupes de travail ont œuvré pendant plusieurs années au projet « BeSt Address », qui vise à créer une source authentique d'adresses en Belgique. Ce projet a abouti à l'accord de coopération du 22 janvier 2016 précité.

L'objectif de l'accord de coopération du 22 janvier 2016 est que les trois Régions, appelées les « gestionnaires », mettent en, place un registre d'adresses officiel chacune sur leur propre territoire pour le 1er janvier 2017, qui aura vocation à devenir la source authentique de données uniques pour les données d'adresses. Cette désignation a pour conséquence juridique que les autorités publiques devront accepter et utiliser, pour toute communication, les références à des adresses provenant des registres d'adresses et, cela, à partir de la date déterminée par le Comité d'adresses, et au plus tard à partir du 1er janvier 2018[2].

L'accord de coopération du 22 janvier 2016 fixe un cadre organisationnel entre les différents acteurs intervenant dans la création et le traitement des données d'adresses, qui se réalisent sur base de la norme commune « Best Address ».

---

[1] Directive 2007/2/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE).

[2] Voyez l'article 12, §2, de l'accord de coopération du 22 janvier 2016.

Ces acteurs sont :

- Les « gestionnaires », à savoir les Régions, comme souligné *supra*, qui, notamment, constituent et gèrent le registre d'adresses situées sur leur territoire et élaborent les instructions à l'attention des initiateurs ;
- Les « initiateurs », à savoir les communes, qui sont chargés de mettre régulièrement à jour les données d'adresses correspondant à leur territoire, entre autres en tenant compte des adresses neuves, modifiées ou supprimées et des anomalies signalées ;
- Les « partenaires », visés à l'article 6, §1, de l'accord de coopération du 22 janvier 2016, qui, notamment, informent les gestionnaires de chaque anomalie constatée dans les données d'adresses reçues.
  Le Registre national (RN) du SPF Intérieur est un « partenaire », au sens de l'article 6, §1, troisième tiret, de l'accord de coopération du 22 janvier 2016. Le Registre National continue à gérer les données relatives aux personnes, mais les données d'adresses proviendront des registres régionaux.
  A partir du 1er janvier 2018 au plus tard, la domiciliation des citoyens ne sera possible que si l'adresse du domicile est présente préalablement dans un des registres régionaux ;
- Le « Comité d'adresses », visé à l'article 8 de l'accord de coopération du 22 janvier 2016, qui, notamment, peut décider d'étendre la liste des partenaires visés à l'article 6, §1, à des partenaires supplémentaires et qui coordonne la coopération entre les gestionnaires, les initiateurs et les partenaires. Le Comité d'adresses met aussi en place une plate-forme d'échanges de données en vue de connecter les registres d'adresses.

Le SPF Technologie de l'Information et de la Communication rendra accessible les trois registres officiels régionaux par un géoportail commun.

L'Accord de coopération porte les matières transférées par la Communauté française sur base de l'article 138 de la Constitution.

L'article 2, sixième point, a), de l'Accord de coopération du 22 janvier 2016 définit l'autorité publique comme « chaque service public, institution, personne physique ou personne morale, à qui est confié des tâches de service public ou d'intérêt général ». Probablement que l'intention des parties à l'Accord de coopération est d'appliquer celui-ci à un périmètre élargi. Ainsi, l'Accord de coopération stipule, à son article 12, §2, « (...) les autorités publiques acceptent et utilisent, pour toute communication, les références à des adresses provenant des registres d'adresses ». Un décret d'assentiment portant sur les matières transférées par la Communauté française sur base de l'article 138 de la Constitution est requis pour que, par exemple, un OIP wallon exerçant des compétences transférées par la Communauté française (exemple : l'AViQ) accepte et utilise lesdites références aux adresses provenant des registres d'adresses.

Par ailleurs, l'entrée en vigueur de l'accord de coopération du 22 janvier 2016 est fixée au jour de la publication au Moniteur belge du dernier des actes d'assentiment des parties contractantes[3].

Commentaires des articles

Article 1er. L'Accord de coopération porte les matières transférées par la Communauté française sur base de l'article 138 de la Constitution.

Art. 2. Conformément à l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, il y a lieu, par voie de décret, de porter assentiment à l'accord de coopération annexé au présent décret.

[3] Article 12, § 1er, alinéa 2, de l'accord de coopération du 22 janvier 2016.

SAMENWERKINGSAKKOORD

tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest met betrekking tot de eenmaking van de wijze waarop gerefereerd wordt aan adressen en de koppeling van adresgegevens

---

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, met name het artikel 92bis;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse Instellingen, met name de artikelen 4 en 42;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 2 april 2010 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest voor de coördinatie van een infrastructuur voor ruimtelijke informatie.

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 28 september 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse, de Franse en de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de principes voor een geïntegreerd e-government en de bouw, het gebruik en beheer van ontwikkelingen en diensten van een geïntegreerd e-government.

Gelet op het voorbereidende werk dat werd geleverd in de schoot van de werkgroep GeoCoDi en vervolgens in het ambtelijk overlegcomité STRATEGIS.

Gelet op de beslissing van het Overlegcomité van 18 februari 2009 houdende goedkeuring van de BeSt Address Scope.

Gelet op de door het Overlegcomité vastgestelde finaliteiten en operationele objectieven, namelijk:

Finaliteiten:

- De koppeling van allerhande gegevens toelaten op basis van hun adressen;
- De inspanningen van de partners van het

ACCORD DE COOPÉRATION

entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'unification de la manière de référencer les adresses et de la mise en relation des données d'adresses

---

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, et en particulier son article 92bis ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, et en particulier ses articles 4 et 42 ;

Vu l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour la coordination d'une infrastructure d'information géographique.

Vu l'accord de coopération entre l'État fédéral, les Communautés flamande, française et germanophone, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune concernant les principes pour un e-gouvernement intégré et la construction, l'utilisation et la gestion de développements et de services d'un e-gouvernement intégré.

Vu le travail préparatoire qui a été fourni au sein du groupe de travail GeoCoDi et ensuite au sein du comité de concertation officiel STRATEGIS.

Vu la décision du comité de concertation du 18 février 2009 portant approbation du *BeSt Address Scope.*

Vu les finalités et objectifs opérationnels fixés par le comité de concertation, à savoir :

Finalités :

- Autoriser l'assemblage de toutes sortes de données sur la base de leurs adresses ;
- Minimaliser les efforts des partenaires du

project m.b.t. de bijwerking van adressen zoveel als mogelijk beperken;

- Met zekerheid en op een eenduidige manier elke straat en elk adres kunnen geolokaliseren.

Operationele objectieven:

- De eenmaking van de referenties gebruikt voor de adressen, meer bepaald door aanbevelingen te doen over de gegevensmodellen;
- Het onderhoud van de referentie van de adressen volgens een Belgische standaard;
- De eenmaking van de regels voor de toekenning van adressen.

Overwegende dat een geïntegreerd e-government vereist dat er standaarden worden afgesproken omtrent de eenduidige identificatie van entiteiten en objecten binnen authentieke bronnen en dat het adres een centrale plaats inneemt binnen de gegevenshuishouding van de overheid.

Overwegende dat door de verschillende bij dit akkoord betrokken partijen reeds initiatieven werden genomen inzake de uitbouw van geografische gegevensbronnen en in het bijzonder inzake het beheer van adresgegevens.

Overwegende dat in Hoofdstuk III van het samenwerkingsakkoord van 2 april 2010 betreffende de coördinatie van een infrastructuur voor ruimtelijke informatie reeds een organisatiestructuur werd uitgetekend die ook voor de uitvoering en opvolging van dit akkoord kan gebruikt worden.

Overwegende dat de partners, om hun opdracht te vervullen, steeds rekening moeten houden met het « statistisch geheim » dat, volgens artikel 6,§1, enig artikel, VI laatste alinea, 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 betreffende de institutionele hervormingen een exclusieve bevoegdheid betreft van de federale overheid;

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van de heer Charles Michel, de Eerste Minister, de heer

projet en ce qui concerne l'actualisation des adresses ;

- Pouvoir géolocaliser en toute sécurité et de manière univoque chaque rue et chaque adresse.

Objectifs opérationnels :

- Unifier les références utilisées pour les adresses, notamment en faisant des recommandations sur les modèles de données ;
- Maintenir la référence des adresses suivant un standard belge ;
- Unifier les règles pour l'attribution des adresses.

Considérant qu'un e-gouvernement intégré requiert qu'on s'accorde sur des normes concernant l'identification univoque des entités et des objets au sein de sources authentiques et que l'adresse, occupe une place centrale au sein de l'administration des données de l'autorité.

Considérant que des initiatives ont déjà été prises par les différentes parties associées à cet accord s'agissant du développement de sources de données géographiques et en particulier de la gestion des adresses.

Considérant que dans le Chapitre III de l'accord de coopération du 2 avril 2010 concernant la coordination d'une infrastructure d'information géographique a déjà été ébauchée une structure d'organisation pouvant également être utilisée pour l'exécution et le suivi du présent accord.

Considérant que les partenaires, pour exercer leur obligation, doivent toujours tenir compte de leur « secret statistique » qui, conformément à l'article 6, § 1, article unique, VI, dernier alinéa, 10° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, concerne une compétence exclusive de l'Etat fédéral;

L'État fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral, en la personne de Monsieur Charles Michel, le Premier Ministre,

Alexander De Croo, de Minister van Digitale Agenda en de heer Theo Francken, de Staatssecretaris belast met Administratieve Vereenvoudiging,

Het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de heer Geert Bourgeois, Minister-President,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van de heer Paul Magnette, Minister-President,

Het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, in de persoon van de heer Rudy Vervoort, Minister-President,

hierna genoemd de Partijen,

zijn overeengekomen wat volgt:

Samenwerkingsakkoord

HOOFDSTUK I. – Doelstellingen, definities en toepassingsgebied

Art. 1. - Doelstelling

Dit samenwerkingsakkoord heeft tot doel het organisatorisch kader en het minimaal gegevensmodel vast te stellen voor de creatie en het permanent onderhoud, volgens een gemeenschappelijke standaard, van de gegevens gebruikt voor adressen en het opzetten van een informatie-uitwisselingplatform tussen de partijen daarover.

Art. 2. - Definities

In dit akkoord wordt verstaan onder:

- "Adres": informatie die toelaat om op een gestructureerde en unieke manier te verwijzen naar een "verblijfsobject", een "ligplaats", een "standplaats" of een "perceel" op basis van de naam van de "gemeente, de "straatnaam" of in sommige gevallen het "adresgebied", het

de Monsieur Alexander De Croo, le Ministre de l'Agenda Numérique et de Monsieur Theo Francken, le Secrétaire d'État chargé de la Simplification Administrative,

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne de Monsieur Geert Bourgeois, Ministre-Président,

La Région wallonne, représentée par le gouvernement wallon, en la personne de Monsieur Paul Magnette, Ministre-Président,

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en la personne de Monsieur Rudy Vervoort, Ministre-Président,

Dénommés ci-après les Parties,

ont convenu ce qui suit :

Accord de coopération

CHAPITRE I. – Objectifs, définitions et champ d'application

Art. 1er. – Objectif

Le but de cet accord de coopération consiste à fixer le cadre organisationnel et le modèle de données minimum pour la création et la maintenance permanente, selon une norme commune, des données utilisées pour les adresses et la mise sur pied d'une plateforme d'échange d'informations de ces données entre les parties.

Art. 2. - Définitions

Dans le cadre du présent accord, l'on entend par :

« Adresse » : l'information permettant de référencer, de manière unique et structurée, une « unité de résidence », un « poste d'amarrage », un « emplacement » ou une « parcelle », sur la base du nom de la « commune », du « nom de rue » ou dans certains cas de la « zone d'adresses », du

"huisnummer" eventueel aangevuld met een "subadres" en met een "postcode" overeenkomstig de begrippen gedefinieerd in bijlage 1 van dit samenwerkingsakkoord;

- "Adressenregister": een authentieke bron van adressen;
- "Gegevensuitwisselingsplatform": systeem dat de interoperabiliteit tussen de adressenregisters van de Gewesten mogelijk maakt;
- "Initiator": een overheidsinstantie of derde partij die hetzij door of krachtens dit samenwerkingsakkoord, hetzij door of krachtens een andere wettelijke of decretale bepaling exclusieve eindverantwoordelijkheid heeft gekregen over de levensloop van een of meerdere adresgegevens;
- "Samenwerkingsakkoord INSPIRE": het samenwerkingsakkoord van 2 april 2010 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest voor de coördinatie van een infrastructuur voor ruimtelijke informatie.
- "Overheidsinstantie":
  a) Iedere openbare dienst, instelling, natuurlijke persoon of rechtspersoon, aan wie taken van openbare dienst of van algemeen belang zijn toevertrouwd;
  b) een natuurlijke of rechtspersoon die onder toezicht van een persoon bedoeld onder a) belast is met verantwoordelijkheden of functies van algemeen belang.

HOOFDSTUK II. – Opbouw van de adressenregisters

Art. 3. § 1. Het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verbinden zich er toe om tegen 1 januari 2017, ieder voor wat betreft hun

« numéro de police » éventuellement complété d'une « sous-adresse » ainsi que d'un « code postal » conformément aux concepts définis à l'annexe 1 du présent accord de coopération ;

- « Registre d'adresses »: une source authentique d'adresses;
- « Plateforme d'échange de données » ; système permettant l'interopérabilité entre les registres d'adresses des Régions ;
- « Initiateur »: une autorité publique ou une tierce partie qui a reçu, par ou en vertu de cet accord de coopération ou par ou en vertu d'une autre disposition légale ou décrétale, la responsabilité finale et exclusive concernant le cycle de vie d'une ou plusieurs données d'adresses ;
- « Accord de coopération INSPIRE » : l'accord de coopération du 2 avril 2010 entre l'État fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale pour la coordination d'une infrastructure d'information géographique.
- « Autorité publique » :
  a) Chaque service public, institution, personne physique ou personne morale, à qui est confié des tâches de service public ou d'intérêt général ;
  b) Une personne physique ou morale placée sous le contrôle d'une personne visée sous a) et à qui incombe des responsabilités ou des fonctions d'intérêt général.

CHAPITRE II. – Constitution des registres d'adresses

Art. 3. § 1er. La Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale s'engagent à constituer pour le 1er janvier 2017, chacune pour son territoire, un registre

grondgebied, een adressenregister op te bouwen.

HOOFDSTUK III. – Rollen en verantwoordelijkheden

Art. 4. – Beheerders

§ 1. Het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zullen, ieder voor wat betreft hun grondgebied, optreden als beheerders van een adressenregister.

§ 2. De beheerders zijn belast met:

- De opbouw en het beheer van het adressenregister op hun grondgebied;
- Het regelmatig bijwerken van deze gegevens, o.a. rekening houdende met de gesignaleerde anomalieën;
- Het elektronisch ter beschikking stellen van deze gegevens aan alle partijen en partners betrokken bij dit samenwerkingsakkoord;
- Het uitvaardigen van instructies aan de initiatoren;
- Het toezicht op de naleving van de bovenvermelde instructies.

Art. 5. – Initiatoren

§ 1. De gemeenten zullen, ieder voor wat betreft hun grondgebied, optreden als initiator.

§ 2. De partijen verbinden zich ertoe alle vereiste maatregelen te nemen om toe te laten dat eenduidige instructies aan de initiatoren kunnen worden uitgevaardigd.

§ 3. De initiatoren zijn belast met het regelmatig bijwerken van de adresgegevens die betrekking hebben op hun grondgebied, o.a. rekening houdende met de nieuw toegekende, gewijzigde of opgeheven adressen en de gesignaleerde anomalieën .

§ 4. Het Adrescomité, bedoeld in artikel 8, kan voorstellen bijkomende initiatoren aan te

d'adresses.

CHAPITRE III. – Rôles et responsabilités

Art. 4. – Gestionnaires

§ 1er. La Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale interviendront chacune comme gestionnaire d'un registre d'adresses en ce qui concerne leur territoire.

§2. Les gestionnaires sont chargés :

- de constituer et de gérer le registre d'adresses situées sur leur territoire ;
- de mettre régulièrement à jour ces données, en tenant notamment compte des anomalies signalées ;
- de mettre par voie électronique ces données à la disposition de toutes les parties et de tous les partenaires associés au présent accord de coopération ;
- d'élaborer les instructions à l'attention des initiateurs ;
- de veiller au respect des instructions susmentionnées.

Art. 5. – Initiateurs

§ 1. Les communes agiront en tant qu'initiateur, chacune pour leur territoire.

§ 2. Les parties s'engagent à prendre toutes les mesures requises afin de permettre que des instructions univoques destinées aux initiateurs puissent être élaborées.

§ 3. Les initiateurs sont chargés de mettre régulièrement à jour les données d'adresses correspondant à leur territoire, entre autres en tenant compte des adresses neuves, modifiées ou supprimées et des anomalies signalées.

§ 4. Le Comité d'adresses, visé à l'article 8, peut proposer de désigner des initiateurs

duiden.

Art. 6. – Partners

§ 1. Gelet op hun respectievelijke wettelijke opdrachten en activiteiten worden volgende actoren aangeduid als partner:

- Het Nationaal Geografisch Instituut (NGI);
- De Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie (AAPD) van de FOD Financiën;
- Het Rijksregister (RR) van de FOD Binnenlandse Zaken;
- De Algemene Directie Statistiek – Statistics Belgium van de FOD Economie;
- De Kruispuntbank van de Ondernemingen (KBO) van de FOD Economie;
- De Algemene Directie Veiligheid en Preventie van de FOD Binnenlandse Zaken;
- De FOD voor Informatie- en Communicatietechnologie (FedICT);
- De Dienst Administratieve Vereenvoudiging (DAV);
- De aanbieder van de universele postdienst.

Het Adrescomité, opgericht in uitvoering van artikel 8 van dit samenwerkingsakkoord kan beslissen deze lijst uit te breiden met bijkomende partners.

§ 2. De partners:

- hebben gratis toegang tot de adressen die voorkomen uit de adresregisters
- zijn verplicht om gebruik te maken van de adresgegevens uit de adressenregisters;
- werken mee aan de uitbouw ervan;
- informeren de beheerders over anomalieën in de verkregen adresgegevens.

Art. 7. – Gebruikers

§ 1. In uitvoering van de richtlijn 2003/98/EG van het Europees parlement en de Raad van 17 november 2003 inzake het hergebruik van overheidsinformatie gewijzigd door de richtlijn

supplémentaires.

Art. 6. – Partenaires

§ 1. Vu leurs missions et leurs activités légales respectives, les acteurs suivants sont désignés comme partenaires :

- L'Institut Géographique National (IGN) ;
- L'Administration Générale de Documentation Patrimoniale (AGDP) du SPF Finances ;
- Le Registre National (RN) du SPF Intérieur ;
- La Direction générale Statistique – Statistics Belgium du SPF Economie ;
- La Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) du SPF Economie ;
- La Direction générale Sécurité et Prévention du SPF Intérieur ;
- Le SPF Technologie de l'Information et de la Communication (FedICT) ;
- L'Agence pour la Simplification Administrative (ASA) ;
- Le prestataire du service postal universel.

Le Comité d'adresses, créé en exécution de l'article 8 du présent accord de coopération peut décider d'étendre cette liste à des partenaires supplémentaires.

§ 2. Les partenaires :

- ont un accès gratuit aux adresses provenant des registres d'adresses
- sont obligés d'utiliser les données tirées des registres d'adresses ;
- coopèrent à leur développement ;
- informent les gestionnaires de chaque anomalie constatée dans les données d'adresses reçues.

Art. 7. – Utilisateurs

§ 1. En exécution de la directive 2003/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 novembre 2003 concernant la réutilisation des informations du service public modifiée par la

2013/37/EU van het Europees parlement en de Raad van 26 juni 2013 verbinden de partijen er zich toe de gegevens uit de adressenregisters voor hergebruik ter beschikking te stellen.

§ 2. Hierbij zal er worden op toegezien dat gebruikers, die gegevens nodig hebben uit verschillende adressenregisters, zich tot één contactpunt kunnen wenden dat wordt aangeduid op het geoportaal, bedoeld in artikel 9.

Art. 8. - Adrescomité

§ 1. Er wordt een Adrescomité opgericht samengesteld uit:

- twee vertegenwoordigers van ieder van de beheerders;
- twee vertegenwoordigers van de Vlaamse gemeenten;
- twee vertegenwoordigers van de Waalse gemeenten;
- een vertegenwoordiger van de Duitstalige gemeenten;
- een vertegenwoordiger van de Brusselse gemeenten;
- een delegatie van de partners, bestaande uit maximum zes personen.

Het Adrescomité kiest om de drie jaar zijn voorzitter onder de leden bedoeld in paragraaf 1, eerste streepje.

§ 2. Het Adrescomité :

- werkt het adresmodel uit voor de uitwisseling van adresgegevens uit de Adressenregisters om het gemeenschappelijk gebruik van adresgegevens te ondersteunen;
- werkt het plan van aanpak uit met betrekking tot de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord en keurt dit goed;
- waakt over de uitvoering van dit akkoord en het in het eerste streepje vermelde plan van aanpak;
- coördineert de samenwerking tussen beheerders, initiatoren en de partners;

directive 2013/37/EU du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013, les parties s'engagent à mettre les données des registres d'adresses à disposition pour réutilisation.

§ 2. L'on veillera dans ce cadre à ce que les utilisateurs ayant besoin de données issues de différentes registres d'adresses puissent s'adresser à un point de contact unique, qui est indiqué sur le géoportail, visé à l'article 9.

Art. 8. – Comité d'adresses

§ 1. Un Comité d'adresses est constitué, lequel se compose :

- de deux représentants de chacun des gestionnaires ;
- de deux représentants des communes flamandes ;
- de deux représentants des communes wallonnes ;
- d'un représentant des communes germanophones ;
- d'un représentant des communes bruxelloises ;
- d'une délégation des partenaires, composée de six personnes au maximum.

Tous les trois ans, le Comité d'adresses élit son président parmi les membres visés au paragraphe 1er, premier tiret.

§ 2. Le Comité d'adresses :

- élabore le modèle d'adresse pour l'échange de données d'adresses tirées des Registres d'adresses afin de soutenir l'utilisation commune des données d'adresses ;
- élabore le plan d'approche par rapport à l'exécution de cet accord de coopération et l'approuve ;
- veille à l'exécution du présent accord et du plan d'approche, visé au premier tiret ;
- coordonne la coopération entre les gestionnaires, les initiateurs et les partenaires ;

- kan technische werkgroepen oprichten ter realisatie van de doelstellingen van dit akkoord;
- kan, mits unaniem akkoord binnen het comité, de technische bijlagen bij dit samenwerkingsakkoord aanpassen;
- kan voorstellen formuleren tot aanpassing van dit samenwerkingsakkoord.

Het Adrescomité zet een gegevensuitwisselingsplatform op met het oog op:

- de koppeling van de adressenregisters;
- het ontsluiten van de adresgegevens van de adressenregisters aan de federale overheidsinstanties en aan de partners.

§ 3. Het Adrescomité brengt op regelmatige tijdstippen verslag uit aan het Coördinatiecomité opgericht in uitvoering van artikel 13 van het samenwerkingsakkoord INSPIRE en aan het Strategisch comité opgericht in uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 28 september 2006 betreffende de principes voor een geïntegreerd e-government en de bouw, het gebruik en beheer van ontwikkelingen en diensten van een geïntegreerd e-government.

§ 4. Het secretariaat van het Adrescomité wordt waargenomen door de INSPIRE-cel opgericht in uitvoering van artikel 15 van het samenwerkingsakkoord INSPIRE.

HOOFDSTUK IV. – Toegang en gebruik

Art. 9. § 1. De adressenregisters worden door de beheerders ook ontsloten via het gemeenschappelijk geoportaal, zoals bedoeld in art. 7, § 1, van het samenwerkingsakkoord INSPIRE. Het coördinatiecomité van het samenwerkingsakkoord INSPIRE bepaalt, op voorstel van het Adrescomité, de nadere wijze waarop dit gebeurt.

§ 2. De toegang tot de gegevens uit de

- peut constituer des groupes de travail techniques en vue de la réalisation des objectifs du présent accord ;
- peut, moyennant l'unanimité au sein du comité, adapter les annexes techniques du présent accord de coopération ;
- peut formuler des propositions portant adaptation du présent accord de coopération.

Le Comité d'adresses met en place une plate-forme d'échanges de données en vue :

- de connecter les registres d'adresses ;
- de mettre les données d'adresses concernées reprises dans les registres d'adresses à la disposition des autorités publiques fédérales et des partenaires.

§ 3. Le Comité d'adresses fournit à intervalles réguliers un rapport au Comité de coordination créé en exécution de l'article 13 de l'accord de coopération INSPIRE ainsi qu'au Comité stratégique créé en exécution de l'accord de coopération du 28 septembre 2006 concernant les principes pour un e-gouvernement intégré et la construction, l'utilisation et la gestion de développements et de services d'un e-gouvernement intégré.

§ 4. Le secrétariat du Comité d'adresses est assuré par la cellule INSPIRE créée en exécution de l'article 15 de l'accord de coopération INSPIRE.

CHAPITRE IV. – Accès et utilisation

Art. 9. § 1er. Les registres d'adresses sont aussi rendus accessibles par les gestionnaires par le biais du géoportail commun, tel que visé à l'art. 7, §1er, de l'accord de coopération INSPIRE. Le comité de coordination de l'accord de coopération INSPIRE définit plus précisément, sur proposition du Comité d'adresses, la méthode poursuivie.

§ 2. L'accès aux données tirées des registres

adressenregisters voor overheidsinstanties bij de uitvoering van hun taken van algemeen belang is kosteloos. Overheidsinstanties dienen verplicht gebruik te maken van de adressen uit de adresregisters voor wat betreft hun taken van algemeen belang.

HOOFDSTUK V. – Financiering

Art. 10. De Partijen zullen, elk binnen hun bevoegdheid, de nodige maatregelen nemen en middelen vrij maken om de taken die hen zijn toegewezen uit te voeren.

HOOFDSTUK VI. – Slotbepalingen

Art. 11. - Geschillen

De bepalingen van art. 92bis, § 5, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen inzake geschillenbeslechting zijn van toepassing op onderhavig samenwerkingsakkoord.

Art. 12. - Inwerkingtreding

§ 1. Het centraal secretariaat van het Overlegcomité wordt belast met de bekendmaking van dit samenwerkingsakkoord in het Belgisch Staatsblad.

Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de dag van de publicatie in het Belgisch Staatsblad van de laatste van de instemmingsdaden van de contracterende partijen.

§ 2. Vanaf de datum die het Adrescomité bepaalt en uiterlijk vanaf 1 januari 2018 aanvaarden en gebruiken overheidsinstanties voor om het even welke mededeling, verwijzingen naar adressen uit de adressenregisters.

Art. 13. - Duur

Dit samenwerkingsakkoord wordt afgesloten voor onbepaalde duur.

adresses est gratuit pour les autorités publiques dans l'exécution de leurs missions d'intérêt général. Les autorités publiques sont obligées d'utiliser les adresses contenues dans les registres d'adresses pour leurs missions d'intérêt général.

CHAPITRE V. – Financement

Art. 10. Les Parties dégageront, chacune dans le cadre de leurs compétences, les mesures et les moyens nécessaires à l'exécution des tâches qui leur ont été confiées.

CHAPITRE VI – Dispositions finales

Art. 11. – Litiges

Les dispositions de l'art. 92bis, § 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles relatives au règlement des litiges sont d'application dans le cadre du présent accord de coopération.

Art. 12. - Entrée en vigueur

§ 1. Le secrétariat central du Comité de concertation est chargé de la publication du présent accord de coopération au Moniteur belge.

Le présent accord de coopération entre en vigueur le jour de la publication au Moniteur belge du dernier des actes d'assentiment des parties contractantes.

§ 2. À partir de la date déterminée par le Comité d'adresses, et au plus tard à partir du 1 janvier 2018, les autorités publiques acceptent et utilisent, pour toute communication, les références à des adresses provenant des registres d'adresses.

Art. 13. – Durée

Le présent accord de coopération est conclu pour une durée indéterminée.

Bijlage 1 - Begrippenkader

"Verblijfsobject": de kleinste eenheid binnen een gebouw die geschikt is voor woon-, bedrijfsmatige, of recreatieve doeleinden en die ontsloten wordt via een eigen afsluitbare toegang vanaf de openbare weg, een erf of een gemeenschappelijke ruimte. Een verblijfsobject is in functioneel opzicht zelfstandig.

"Ligplaats" : een door het bevoegde gemeentelijke orgaan als zodanig aangewezen plaats in het water al dan niet aangevuld met een op de oever aanwezig terrein of een gedeelte daarvan, die bestemd is voor het permanent afmeren van een voor woon-, bedrijfsmatige of recreatieve doeleinden geschikt vaartuig.

"Standplaats" : een door het bevoegde gemeentelijke orgaan als zodanig aangewezen terrein of gedeelte daarvan dat bestemd is voor het permanent plaatsen van een niet direct en niet duurzaam met de aarde verbonden en voor woon -, bedrijfsmatige, of recreatieve doeleinden geschikte ruimte.

"Gebouw" : een gesloten en/of overdekt, bovengronds of ondergronds bouwwerk, dat dient of bestemd is, ofwel om mensen, dieren en voorwerpen onder te brengen, ofwel om economische goederen te vervaardigen of diensten te verstrekken. Een gebouw verwijst naar gelijk welke structuur die op blijvende wijze op een terrein opgetrokken of gebouwd wordt.

"Perceel" : Een "perceel" is een deel van het grondgebied officieel vastgesteld met een kadastraal of administratief doel.

"Postcode" : code toegekend door de aanbieder van de universele postdienst voor de identificatie van een onderverdeling van adressen in een geografisch gebied voor postale doeleinden.

"Gemeente" : Officiële administratieve zone

Annexe 1 – Cadre de référence

« Unité de résidence » : la plus petite unité à l'intérieur d'un bâtiment convenant à des fins d'habitation, d'entreprise ou de récréation et qui est rendue accessible par le biais de son propre accès délimitable à partir de la voie publique, d'un terrain ou d'un espace commun. Une unité de résidence est fonctionnellement autonome.

« Poste d'amarrage » : un endroit spécifiquement désigné dans l'eau, complété ou non par un terrain ou une partie de terrain sur la berge, attribué par l'organisme communal compétent et qui est destiné au mouillage permanent d'un navire adapté à des fins résidentielles, commerciales ou récréatives.

« Emplacement » : un terrain ou une partie de terrain, attribué par l'organisme communal compétent et qui est destiné au stationnement permanent d'un espace, adapté à des fins résidentielles, commerciale ou récréative et qui n'est pas ancré de façon directe et permanente au sol.

« Bâtiment » : une construction fermée et/ou couverte, hors sol ou souterraine, servant ou destinée, soit à abriter des êtres humains, des animaux ou des choses, soit à la production de biens économiques ou à la fourniture de services. Un bâtiment se réfère à n'importe quelle structure érigée ou construite de façon permanente sur un site.

« Parcelle » : Une « parcelle » est une portion du territoire officiellement délimitée dans un but cadastral ou administratif.

« Code postal » : code attribué par le prestataire du service postal universel pour l'identification d'une subdivision d'adresses dans une zone géographique à des fins postales.

« Commune » : Zone administrative officielle

van het Belgisch grondgebied.

De gemeente is het kleinste administratieve deel van het Belgisch grondgebied waarvan de grenzen enkel door de wetgever kunnen worden gewijzigd.

"Deel van een gemeente": een deel van een gemeente, zoals een voormalige gemeente (voorafgaand aan de fusie van de gemeenten), of een wijk.

"Adresgebied" : de naam van een geografisch gebied of een plaats, waaraan huisnummers kunnen zijn gekoppeld omdat de verschillende straten die er deel van uitmaken geen eigen straatnaam hebben gekregen.

"Straatnaam" : naam die officieel werd toegekend ofwel aan een straat (baan, doorgang, plein), ofwel aan een gehucht en waaraan "huisnummers" kunnen zijn gekoppeld.

"Huisnummer" : alfanumerieke code officieel toegekend aan verblijfsobjecten, ligplaatsen, standplaatsen of percelen.

"Subadres" : officieel toegekende alfanumerieke code die wordt toegevoegd aan het huisnummer om meerdere verblijfs-objecten, standplaatsen, ligplaatsen of percelen te onderscheiden die hetzelfde huisnummer hebben.

du territoire belge.

La commune est la plus petite division administrative du territoire belge dont les limites ne peuvent être modifiées que par le législateur.

«Partie de commune » : une partie du territoire d'une commune, telle qu'une ancienne commune (préalable à la fusion des communes) ou un quartier.

« Zone d'adresses » : le nom d'une zone géographique ou d'un lieu auquel des numéros de police peuvent être couplés parce que les différentes rues qui la composent n'ont pas reçu de nom propre.

« Nom de rue » : nom attribué officiellement soit à une rue (voie, passage, place), soit à un lieu-dit, auquel des « numéros de police » peuvent être associés.

« Numéro de police » : code alphanumérique attribué officiellement à des unités de résidence, postes d'amarrage, emplacements ou parcelles.

« Sous-adresse » : code alphanumérique, attribué officiellement, qui s'ajoute au numéro de police pour distinguer plusieurs unités de résidence, postes d'amarrage, emplacements ou parcelles qui portent le même numéro de police.

Gedaan te Brussel, op 22/01/2016,
in één origineel exemplaar.

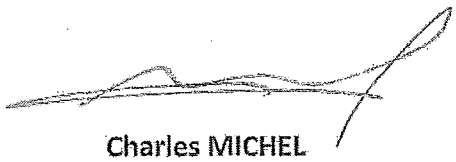
Voor de Federale Staat

De Eerste Minister

Fait à Bruxelles le 22/01/2016,
en un exemplaire original.

Pour l'Etat fédéral

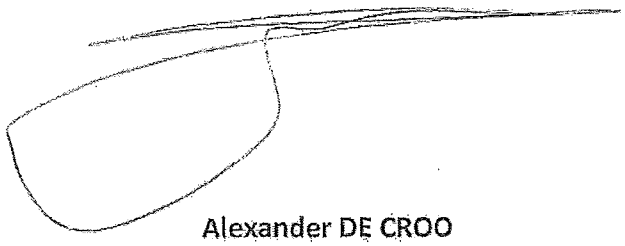
Le Premier Ministre



Charles MICHEL

De Minister van Digitale Agenda

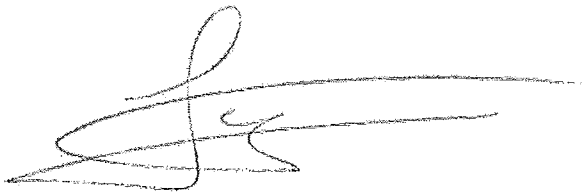
Le Ministre de l'Agenda Numérique



Alexander DE CROO

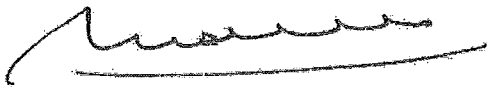
De Staatssecretaris belast met Administratieve Vereenvoudiging

Le Secrétaire d'Etat chargé de la Simplification Administrative



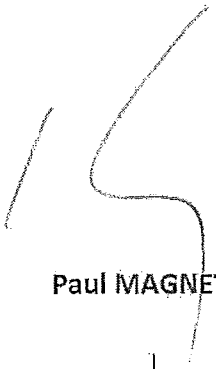
Theo FRANCKEN

Voor het Vlaamse Gewest	Pour la Région flamande
De Minister-President van de Vlaamse Regering	Le Ministre-Président du Gouvernement flamand



Geert BOURGEOIS

Voor het Waalse Gewest	Pour la Région wallonne
De Minister-President van de Waalse Regering	Le Ministre-Président du Gouvernement wallon



Paul MAGNETTE

Voor het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest	Pour la Région de Bruxelles-Capitale
De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering	Le Ministre-Président du Gouvernement de Bruxelles-Capitale

Rudi VERVOORT